

Union européenne : Finlande et Suisse, adhésion et non-adhésion

Autor(en): **Noschis, Kaj**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **53 (1995)**

Heft 2: **Finlande et Union européenne**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-140413>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UNION EUROPÉENNE :

FINLANDE ET SUISSE, ADHÉSION ET NON-ADHÉSION

Kaj NOSCHIS
Secrétaire général de la S.E.E.S.
Lausanne

1. La neutralité

La Suisse et la Finlande sont des pays neutres: ils n'appartiennent pas à une alliance militaire et restent à ce titre à l'écart de tout conflit. Voilà pour le point de vue officiel, que les deux pays partagent. Il est vrai que sa nécessité et sa pertinence sont aujourd'hui remises en question vus les changements dans l'alliance politique et militaire de l'Europe orientale qui remettent du moins temporairement en question l'existence de "blocs". Mais être "neutre" a aussi d'autres connotations pour ces deux pays. Ces connotations se sont imposées au cours du temps par opportunité et par volonté politique. Pour la Suisse la neutralité est autant une garantie vers l'intérieur du pays que vers l'extérieur. Se déclarer neutre est une façon de prévenir une partie des risques inhérents à des prises de position d'un pays multilingue et pluriethnique. Pour les autres pays, la Suisse neutre est par ailleurs devenue synonyme de refuge - pour des personnes mais aussi pour les capitaux. La Suisse a d'ailleurs savamment entretenu cette image fondée, il faut l'ajouter, sur une économie à la base suffisamment solide et sur un secteur bancaire très capable. Le pays a su saisir une opportunité qui est devenue aujourd'hui une des clés de sa réussite et de sa prospérité. Pour la Finlande être neutre a surtout été une manière d'affirmer la non-appartenance au bloc soviétique tout en étant un pays limitrophe de la Russie. La Finlande s'est employée à renforcer cette image pour des raisons politiques et économiques et elle y est parvenu. En somme l'affirmation de leur neutralité, tout en ayant des connotations différentes pour chacun d'eux, a été dans l'intérêt propre de ces deux pays.

Les petits pays ont toujours dû faire preuve d'habileté et d'opportunisme pour sauvegarder leur indépendance, surtout s'ils sont à la frontière de pays beaucoup plus puissants. L'habileté de la Suisse au cours des derniers siècles a été de maintenir et de renforcer l'image de neutralité auprès de tous les pays proches - et même lointains - au point de faire apparaître l'inviolabilité du pays comme allant dans le sens de l'intérêt international.

La neutralité finlandaise est beaucoup plus récente, car le pays a été impliqué dans les deux guerres mondiales. En 1917 pour affirmer son indépendance, dès 1939 pour la sauvegarder. C'est la fameuse "guerre d'hiver" de six mois en 1939-40 où la Finlande résista seule à l'armée russe incomparablement plus forte, qui rendit le pays célèbre dans le monde. Depuis 1944 se déclarer neutre pour la Finlande a surtout été une volonté de marquer une distance du bloc soviétique. Cette neutralité n'a pas été entièrement acceptée par les pays d'Europe occidentale - avec, par exemple, le recours au terme de "finlandisation" la qualifiant de façon quelque peu dépréciative. Elle a néanmoins permis à la Finlande d'occuper une place économique et politique intermédiaire entre le bloc de l'Est et de l'Ouest de l'Europe. Elle est aussi devenue d'intérêt international: tant la Russie que certains grands pays d'Europe occidentale ont vu dans cette neutralité finlandaise des possibilités d'échange commercial et de contact. La neutralité finlandaise est ainsi un élément important de l'émancipation de ce pays. Elle a contribué à une réussite économique qui, sans égaler celle de la Suisse, a permis à la Finlande de se rapprocher du niveau de vie de son voisin occidental, la Suède, pays pourtant resté à l'abri des deux guerres mondiales et avec une histoire de monarchie puissante.

En résumé, au cours de ce siècle la neutralité suisse a été sauvegardée et renforcée, la neutralité finlandaise affirmée, avec dans les deux cas des avantages importants pour ces mêmes pays. Les deux y sont parvenus en établissant leur place respective dans le concert des pays de l'Europe occidentale. Mais on peut se demander si les événements majeurs de ces dernières années n'ont pas changé les conditions de cette neutralité.

2. Aujourd'hui

Lorsque, il y a plus de vingt ans, je suis arrivé pour la première fois en Suisse, j'ai eu le sentiment de m'installer au coeur de l'Europe en provenance d'un pays périphérique, la Finlande, dont les liens avec le "Continent" étaient par moments rendus délicats par la présence de son grand voisin - l'Union soviétique. Culturellement, la Finlande, au même titre que les autres pays nordiques, a commencé son intégration à l'Europe continentale dès sa christianisation. Ce choix a donc des racines lointaines mais sa réalisation n'a pas été sans encombres sur le plan de l'indépendance politique. On pourrait même affirmer que l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne est une sorte d'aboutissement de son ancrage à l'Ouest, favorisé, il faut le rappeler, par les circonstances de l'histoire, en particulier la dissolution de l'Union soviétique. Cela est vrai aussi très concrètement. Les liaisons de transports et de télécommunications vers l'Europe continentale ont constamment été une préoccupation prioritaire du pays et elles sont aujourd'hui devenues continues et faciles, cela notamment grâce aux progrès technologiques. D'ailleurs il s'agit là de secteurs de pointe de l'industrie finlandaise (constructions de navires et télécommunications). Cette même industrie salue évidemment l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne. Au cours des dernières années les Finlandais sont

aussi beaucoup plus nombreux à voyager et à séjourner dans les pays européens facilitant ou forçant un rapprochement de mœurs et de comportements. En somme, au cours des vingt dernières années, la Finlande s'est considérablement rapprochée du Continent.

De ce point de vue, la situation de la Suisse est indiscutablement différente. A travers l'histoire et pour des raisons géographiques, elle s'est plutôt trouvée au milieu de la tourmente et son but a été - une fois que des alliances ont permis de constituer le pays - de rester à l'écart des diverses confrontations expansionnistes des puissances du Continent. La question ne s'est ainsi jamais posée dans les termes de comment intégrer l'Europe, mais de comment sauvegarder son indépendance en son milieu. Un des effets de cette démarche a été la tolérance et l'acceptation sur son territoire d'un nombre toujours plus important de non-autochtones avec la conséquence - historiquement récente, mais qui est un résultat de cette évolution - que la Suisse est aujourd'hui le pays en Europe avec le plus grand nombre d'étrangers résidant sur son sol.

Ils sont près de 20% de la population alors que, par exemple, en Finlande le nombre des étrangers est d'environ 1%. La peur des étrangers - pour les petits pays en particulier - est la perte d'une identité nationale, dont le sens et le maintien semblent pourtant aujourd'hui beaucoup plus dépendre de la vivacité de la culture locale que de l'exclusion de son sein de groupes ou de parties de la population dont on accepte pourtant les prestations de travail. Si la Suisse semble jusqu'à maintenant avoir bien réussi le maintien d'une identité avec la présence d'une forte population étrangère, un seuil quantitatif a peut-être été atteint qui lui aussi contribue à expliquer le choix des Suisses de rester à l'écart de la construction européenne, de peur de voir le pourcentage d'étrangers augmenter encore. D'autre part, certains procédés - relatifs notamment aux octrois de permis de travail en Suisse - semblent aujourd'hui inconciliables avec l'esprit de l'Union européenne et pourraient même se retourner contre la Suisse.

Par ailleurs si l'existence du "secret bancaire" a joué un rôle important dans la réussite du système bancaire suisse, une erreur a peut-être été commise en ne réadaptant pas à temps cette disposition à l'évolution du pays. Les Suisses semblent aujourd'hui faire preuve d'un rapport un peu tourmenté à leur propre prospérité, comme si elle se fondait sur un secret à cacher. C'est une explication possible d'un sentiment qui, au cours de ces dernières années semble être devenu presque obsédant, de devoir rester en dehors de toute alliance - et non seulement militaire - pour sauvegarder la neutralité pourvoyeuse de bien-être. Or, beaucoup d'autres facteurs et secteurs économiques du pays sont aujourd'hui cruciaux tant pour son bien-être que pour l'identité de ses habitants et là une telle conception de la neutralité semble un réflexe passéiste. D'ailleurs une nouvelle conception de la neutralité ou plus généralement de l'identité du pays semble s'affirmer auprès de la jeune génération désireuse de mobilité et de reconnaître les multiples contacts avec les pays européens. Tentons une autre image. L'histoire d'une famille devenue influente cache souvent un secret dans une génération précédente: une intrigue inavouable, un hasard forcé, une fortune acquise de façon indélicate. Mais une fois

l'influence acquise, son maintien ne dépend plus du secret mais de l'activité des générations suivantes. Peut-être est-ce une perspective pour des pays entiers. La Suisse a été dans une mesure importante un refuge de capitaux: aujourd'hui la devise suisse a une force et une influence qui vont bien au delà de ce que la seule industrie du pays impliquerait. Mais pour la génération d'aujourd'hui le pays ne dépend plus de ce facteur. Si les banques continuent à jouer un rôle crucial pour le pays, c'est aujourd'hui comme force dynamique, conjointement à la présence d'une industrie importante et d'un secteur des services d'une grande activité. Le maintien de l'influence acquise se garde par le dynamisme de secteurs de l'économie qui ne sauraient se reconnaître dans les seuls attributs de refuge et de discrétion. Sur beaucoup de plans le refus de ré-interpréter le choix de la neutralité semble aujourd'hui marginaliser le pays, le laissant en dehors de beaucoup de projets et de décisions concernant l'avenir de la construction de l'Europe. D'où un malaise croissant dans une partie importante de la population.

Pour la Finlande les craintes liées à l'adhésion ont été d'un autre ordre. D'abord pendant trois siècles sous domination suédoise avant d'être pendant un siècle Grand-duché de l'Empire russe, l'indépendance de la Finlande n'a que 77 ans. Le débat précédant le référendum a beaucoup tourné autour de cette question : en adhérant à l'Union européenne la Finlande allait-elle de nouveau être dominée ? L'avis que l'indépendance était mieux garantie comme membre de l'Union que comme voisin solitaire de la Russie l'a finalement emporté. Par ailleurs l'ancrage au Continent allait peut-être mieux faire entendre la voix de la Finlande en Europe même.

Je mentionne ici une expérience personnelle récente. J'ai été invité parmi d'autres orateurs à un colloque organisé à Paris sur " L'industrie finlandaise et l'écologie". Le public était constitué par des Français dont certains fonctionnaires de la Communauté et des personnalités politiques. Le colloque n'avait pas d'enjeu immédiat et le ton était donc très civil et poli. Néanmoins j'ai été très frappé par la façon dont les experts finlandais sur la question étaient écoutés. Il ne s'agissait plus, comme c'était presque l'habitude, d'une curiosité mondaine, en l'occurrence des Français, pour l'avis de quelques personnes exotiques. Les points de vue finlandais étaient devenus directement intéressants en sachant qu'à un moment donné il en résulterait un point de vue communautaire. En somme, l'enjeu commun n'est plus seulement intéressant dans la mesure où il est économique, mais aussi politique - puisqu'il touche à la formation d'une opinion.

Certainement la critique souvent entendue sur les risques d'un pouvoir excessif et trop bureaucratique concentré à Bruxelles a des raisons d'être. Lorsque cette critique vient de Suisse elle paraît facile à comprendre. Un pays dont une des réussites essentielles est un savant compromis entre gestion décentralisée (communale et cantonale) et gestion centralisée (fédérale) ne peut que se méfier d'une concentration en une seule instance d'un pouvoir centralisant des décisions majeurs concernant 15 pays. En même temps prendre part aux décisions de Bruxelles est de toute façon important pour toute une partie de l'industrie suisse. Aujourd'hui ceci est possible par des relations person-

nelles et à travers des filiales de sociétés. Mais par ce procédé il est possible que la Suisse ne puisse à plus long terme que chercher à sauvegarder ses propres privilèges plutôt qu'à participer à la construction du futur. Avec l'adhésion à l'Union européenne il s'agit de décisions prises de concert.

3. Demain

Voulant qualifier mon propre sentiment d'étranger vivant aujourd'hui en Suisse, je ne peux qu'affirmer que ce pays offre un exemple de la manière dont une pluralité d'origines et de cultures peuvent cohabiter et se tolérer tout en vivant dans un environnement qui a une identité nationale (ou confédérale pour être plus suisse). Il est vrai qu'une histoire avec ses propres secrets et choix quelquefois très égoïstes précède cette situation, mais elle semble néanmoins pouvoir à divers titres être un exemple pour la construction de l'Union européenne elle-même. En particulier la décentralisation du pouvoir politique et le savant partage entre Confédération et Cantons voire Communes est à bien des égards une réussite exemplaire de gestion démocratique.

Il est donc pour moi un peu ironique, vingt ans après mon arrivée en Suisse, de me sentir plus concerné par le débat politique sur l'avenir de la construction européenne à Bruxelles parce que comme Finlandais il me touche directement et que je pourrais y intervenir, alors qu'en habitant la Suisse - au coeur de l'Europe - je suis dans un pays qui en reste spectateur. Il est cependant évident que de nombreuses questions subsistent sur les conséquences d'une adhésion aujourd'hui pour un petit pays.

Il sera instructif de suivre comment les agricultures suisse et finlandaise vont évoluer. Il s'agit probablement des deux pays en Europe où l'agriculture a jusqu'à maintenant reçu le plus de subsides pour des raisons historiques et politiques comparables. La réduction, pour ne pas dire le démantèlement, de cette aide va fondamentalement changer l'agriculture et le rôle des paysans. Ce changement se fait-il dans de meilleures conditions à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union Européenne? On rappellera que dans les deux pays les paysans étaient opposés aux changements, même si en Finlande les responsables du parti représentant traditionnellement les paysans (le parti du centre du premier ministre M. Esko Aho) ont prôné l'adhésion et participé activement aux négociations.

Le grand problème de la Finlande aujourd'hui est son taux de chômage qui avec celui de l'Espagne est le plus haut d'Europe. Après les années 80 marquées par une économie surchauffée et des aventures spéculatives dans tous les secteurs, la chute fut brutale. Avec la récession violente au début des années 90, le chômage est grimpé à 20% et il est aujourd'hui encore de 17% touchant les jeunes dans une mesure très importante. Pas loin d'un cinquième de la population en âge d'être active dépend donc de subsides de l'Etat. Parallèlement les dépenses de l'Etat, entre le paiement des services de la dette et le maintien de l'aide sociale, sont tels que des coupes draconiennes dans le

fonctionnement même de l'Etat deviennent impératives. On touche là au fondement même de l'Etat social. Résoudre cette situation est d'ailleurs la tâche prioritaire et ingrate du nouveau gouvernement de "gauche-droite" (!) - avec un premier ministre social-démocrate - que les élections du mois de mars viennent d'amener (ou de ramener) au pouvoir pour quatre ans. L'incapacité de faire reculer le taux de chômage a coûté les élections au gouvernement de centre-droite dirigé par M. Esko Aho. De toute façon, c'est le pays lui-même qui doit trouver la solution. A moyen terme les échanges avec la Russie devraient retrouver une ampleur certaine et ils pourraient contribuer à réabsorber une partie du chômage, dont l'ampleur est d'ailleurs à mettre partiellement en relation avec l'effondrement de ce même commerce suite à la chute du régime communiste à économie planifiée. Un rôle de pont de l'Union Européenne vers la Russie pourrait même permettre à la Finlande de voir l'avenir avec des perspectives intéressantes, mais dans l'immédiat les difficultés intérieures de la Russie rendent les échanges encore aléatoires et les maintiennent à un niveau modeste. On le voit, les difficultés et les défis ne manquent pas même si la Finlande est aujourd'hui dans l'Union européenne.

La chute des régimes communistes à l'Est, la construction de l'Union européenne à l'Ouest, ont modifié le sens et peut-être même l'opportunité de la neutralité tant vantée par la politique suisse et finlandaise. Les deux pays en ont pris conscience et en débattent mais en ont pour l'instant tiré des conséquences différentes. Il est vrai que le Conseil fédéral a comme objectif l'adhésion de la Suisse, mais ni le Parlement ni la population ne semblent pour l'instant y souscrire. L'héritage historique et géographique propre à chaque pays explique certainement en partie ces choix: la Finlande affirme son ancrage au Continent, la Suisse sa méfiance à l'égard d'un pouvoir centralisé, surtout s'il est en dehors de ses frontières.